

l'appui de l'Inde, du Pakistan et de Ceylan et n'ont rallié qu'une minorité de voix aux Nations Unies. Ce qui est plus grave, l'Angleterre s'est engagée dans une aventure dangereuse à l'encontre de l'opinion d'une importante proportion de sa propre population.

Je déclare donc, avec raison selon moi, que l'intervention qui a eu lieu, même si elle était fondée sur les meilleurs motifs, n'était pas conforme aux meilleurs principes de la diplomatie. Toutefois, honorables sénateurs, la valeur morale que peuvent comporter les grandes décisions historiques ne doit pas être appréciée d'après la diplomatie qui les a amorcées ou mises en œuvre.

Je conseille à ceux qui seraient portés actuellement à une critique trop violente, de résister à la tentation de tirer des conclusions prématurées, tant qu'ils ne seront pas au courant de tous les faits. On juge d'ordinaire les grandes entreprises internationales d'après le succès qui les a couronnées, et en l'occurrence, les effets du geste que le Royaume-Uni et les autres pays en cause ont posé est du domaine de l'avenir. Mais je suis assez hardi pour prédire que, lorsque le fond de cette affaire sera révélé, on constatera que le Royaume-Uni a eu raison dans la circonstance;...

L'honorable M. Horner: Très bien!

L'honorable M. Roebuck: ...et, de plus, quand tous les jetons seront sur la table, on verra qu'il a adopté le seul cours possible ou sage en l'occurrence.

J'ai la forte tentation de citer à ce point de mon discours ces mots que Shakespeare met dans la bouche de Polonius conseillant son fils:

Beware of entrance to a quarrel;...

Je suis convaincu que les membres du cabinet britannique ont étudié minutieusement les faits avant de passer à l'action. Je pense qu'ils ont pris garde de ne pas se mêler à une querelle et n'ont pas choisi à la légère et sans réflexion la voie suivie. Mais les mots qui viennent après ceux que j'ai cités me semblent encore plus appropriés en ce moment:

But being in, bear't, that th'opposed may beware of thee.

Maintenant que nous y sommes mêlés, comme la Grande-Bretagne et nous tous de l'Occident, je dirai que nous devons faire en sorte que nos ennemis nous craignent et que nous ne devons pas admettre de défaillance.

Je peux aussi citer avec à propos ces paroles du Livre de Josué:

Soyez forts et très courageux...

Voilà ce que nous devrions être aujourd'hui.

Honorables sénateurs, je commence à en avoir assez du rôle que l'Ouest joue à l'égard

de la Russie depuis l'explosion de la première bombe atomique. Nous avons tellement cherché à éviter une guerre nucléaire que nous avons été les victimes d'un chantage en d'innombrables occasions. Or, Dieu sait que je ne suis pas un militariste et que je suis loin d'être chauvin. Je hais la guerre et je ferais de grands sacrifices pour l'éviter. Mais il m'est impossible d'accepter le principe d'après lequel il faut garder la paix à tout prix.

Je relève un article paru le 7 novembre dans le *Globe and Mail* de Toronto et qui, à certains points de vue, traduit mes opinions sur la question. Voici:

L'HEURE EST VENUE DE S'ARMER DE COURAGE

Depuis onze ans déjà, les puissances de l'Ouest sont les victimes de pressions d'ordre moral et d'une menace de guerre atomique... Ces deux genres de chantage ont eu le même effet: ils ont empêché les puissances de l'Ouest d'utiliser la force au moment et à l'endroit où il aurait fallu l'employer. Les auteurs des pressions d'ordre moral leur répétaient que l'emploi de la force équivaldrait à une "agression", que cela révolterait l'"opinion mondiale" (en parlant de l'opinion de la Nouvelle-Delhi), et que la seule bonne façon de régler les différends était de les confier aux Nations Unies. Ceux qui brandissaient la menace d'une guerre atomique leur disaient que l'emploi de la force pouvait déclencher un conflit; que si la guerre éclatait, les Russes ou les Américains pouvaient bien s'y engager; et que si les Russes ou les Américains s'en mêlaient, ils pourraient bien se servir d'armes atomiques. Cela,—pour citer un extrait de 5.789.634 discours prononcés aux Nations Unies et ailleurs,—"entraînerait la fin de la civilisation actuelle".

De sorte que les Puissances occidentales ont payé. Et, comme dans n'importe quel genre de chantage, on a constamment exigé de nouveaux versements toujours plus considérables. Les choses en sont venues à un point où la plus petite république de rien du tout, le dictateur le plus mal léché pouvaient faire n'importe quoi aux Puissances occidentales. Ils pouvaient voler leurs biens, maltraiter leurs ressortissants, déchirer les traités signés avec elles, ils pouvaient tout faire. Et elles ne pouvaient lever le doigt pour les arrêter,—sauf aux Nations Unies, qui ne pouvaient pas davantage leur mettre de frein.

Je crois avoir raison de dire que je commence à en avoir assez de ce genre de choses.

J'ai ici une autre nouvelle qui a paru dans le journal de ce matin et qui a pour titre:

L'Égypte donne à entendre qu'il y aura guerre si l'envahisseur ne se retire pas

Et un des conseillers du dictateur de l'Égypte s'exprime de la façon suivante:

L'Égypte a demandé au secrétaire général des Nations Unies, M. Hammarskjöld, de fixer un délai qui sera assigné aux troupes anglo-franco-israéliennes pour se retirer de l'Égypte.

Et il poursuit:

Dans le cas où les envahisseurs ne tiendraient pas compte des décisions des Nations Unies, l'Égypte pourra alors prendre plusieurs mesures, qu'elle ne saurait divulguer pour l'instant, mais je ne puis promettre que ces mesures ne conduiront pas à une guerre mondiale.